



SESSION ORDINAIRE 2017-2018

13 JUIN 2018

**ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord de coopération en matière de
Partenariat et de Développement entre l'Union
européenne et ses États membres, d'une part, et
la République islamique d'Afghanistan, d'autre
part, fait à Munich le 18 février 2017**

RAPPORT

fait au nom des
commissions réunies
de la Santé et des Affaires sociales

par M. Michaël VOSSAERT (F)

GEWONE ZITTING 2017-2018

13 JUNI 2018

**VERENIGDE VERGADERING VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSOMMISSIE**

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**houdende instemming met:
de Samenwerkingsovereenkomst inzake
Partnerschap en Ontwikkeling tussen de
Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en
de Islamitische Republiek Afghanistan,
anderzijds, gedaan te München op 18 februari
2017**

VERSLAG

uitgebracht namens de
verenigde commissies
voor de Gezondheid en de Sociale Zaken

door de heer Michaël VOSSAERT (F)

Ont participé aux travaux des commissions réunies :

Commission de la Santé :

Membres effectifs : MM. Bea Diallo, Hasan Koyuncu, Zahoor Ellahi Manzoor, Mme Simone Susskind, MM. Jacques Brotchi, Abdallah Kanfaoui, Mme Martine Payfa, MM. Michaël Vossaert, André du Bus de Warnaffe, Mmes Magali Plovie, Khadija Zamouri, Hannelore Goeman.

Commission des Affaires sociales :

Membres effectifs : MM. Ahmed El Ktibi, Jamal Ikazban, Sevket Temiz, Mme Anne-Charlotte d'Ursel, M. Michel Colson, Mme Fatoumata Sidibé, MM. Pierre Kompany, Alain Maron, Mme Carla Dejonghe, M. Paul Delva.

Membres suppléants : Mmes Nadia El Yousfi, Isabelle Emmery.

Autre membre : M. Willem Draps.

Voir :

Document de l'Assemblée réunie :

B-116/1 – 2017/2018 : Projet d'ordonnance.

Aan de werkzaamheden van de verenigde commissies hebben deelgenomen:

Commissie voor de Gezondheid:

Vaste leden: de heren Bea Diallo, Hasan Koyuncu, Zahoor Ellahi Manzoor, mevr. Simone Susskind, de heren Jacques Brotchi, Abdallah Kanfaoui, mevr. Martine Payfa, de heren Michaël Vossaert, André du Bus de Warnaffe, mevr. Magali Plovie, mevr. Khadija Zamouri, mevr. Hannelore Goeman.

Commissie voor de Sociale Zaken:

Vaste leden: de heren Ahmed El Ktibi, Jamal Ikazban, Sevket Temiz, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heer Michel Colson, mevr. Fatoumata Sidibé, de heren Pierre Kompany, Alain Maron, mevr. Carla Dejonghe, de heer Paul Delva.

Plaatsvervangers: mevr. Nadia El Yousfi, mevr. Isabelle Emmery.

Ander lid: de heer Willem Draps.

Zie:

Stuk van de Verenigde Vergadering:

B-116/1 – 2017/2018: Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif de M. Guy Vanhengel, membre du Collège réuni

Le membre du Collège Guy Vanhengel a tenu devant les commissaires le discours suivant :

« Le présent accord de partenariat est un accord-cadre général visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les parties. Il couvre trois aspects traditionnels : le politique, l'économique et la coopération dans divers autres domaines.

Il contient les clauses politiques standards de l'Union européenne sur les droits humains, la Cour pénale internationale, les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre le terrorisme.

Il couvre également le développement économique et durable, la coopération au développement, la coopération en matière de commerce et d'investissement, la coopération dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité, la coopération sectorielle et la coopération régionale.

En outre, une série de domaines sectoriels sont énumérés dans lesquels les parties s'efforceront de coopérer.

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des entités fédérées.

Les compétences de la Commission communautaire commune se situent entre autres au niveau de la coopération en matière des droits humains, de la santé, de la lutte contre les drogues, ...

Le contexte et le contenu du texte du traité sont expliqués en détail dans l'exposé des motifs. ».

II. Discussion générale

Mme Magali Plovie salue l'accord de coopération auquel le texte à l'examen porte assentiment : cet accord permet de soutenir l'Afghanistan dans le rétablissement de l'état de droit et dans la prise en compte des besoins des différentes populations du pays, notamment les femmes et les enfants. La députée souligne à cet égard que le gouvernement central afghan doit veiller à une répartition plus équilibrée des ressources et à la reconnaissance de toutes les communautés qui composent le pays. L'oratrice se réjouit que l'accord, émaillé de références aux Nations Unies ou à l'Organisation mondiale du commerce, s'inscrive dans un cadre global.

L'intervenante souhaiterait plus de précisions quant à la part que la Commission communautaire commune (Cocom), au vu des compétences dont elle dispose, prendrait à ce travail

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College

Collegelid Guy Vanhengel heeft voor de commissieleden de volgende toespraak gehouden:

“De voorliggende partnerschapsovereenkomst is een algemeen kaderakkoord dat de versterking van de dialoog en de samenwerking tussen de partijen tot doel heeft. Het behelst drie traditionele aspecten: het politieke, het economische en de samenwerking in verschillende andere domeinen.

De partnerschapsovereenkomst bevat de politieke standaardclausules van de Europese Unie inzake mensenrechten, het Internationaal Strafhof, massavernietigingswapens, handvuurwapens en lichte wapens en terrorismebestrijding.

De partnerschapsovereenkomst bestrijkt tevens de economische en duurzame ontwikkeling, de ontwikkelingssamenwerking, de samenwerking inzake handel en investeringen, de samenwerking op het gebied van justitie, vrijheid en veiligheid, de sectorale samenwerking en de regionale samenwerking.

Verder worden een reeks sectorale domeinen opgesomd waarin de partijen zullen streven naar samenwerking.

Op intern Belgische vlak vallen de bepalingen van de overeenkomst onder de bevoegdheid van de federale overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de deelgebieden.

De bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie situeren zich onder meer in de samenwerking op het vlak van mensenrechten, gezondheidszorg, bestrijding van drugs ...

In de memorie van toelichting worden op omstandige wijze de context en de inhoud van de verdragtekst toegelicht.”.

II. Algemene besprekking

Mevrouw Magali Plovie is ingenomen met de samenwerkingsovereenkomst waarmee de voorliggende tekst instemt: de overeenkomst zorgt ervoor dat Afghanistan steun krijgt bij het herstellen van de rechtsstaat en bij het rekening houden met de behoeften van de verschillende bevolkingsgroepen van het land, onder meer de vrouwen en kinderen. De volksvertegenwoordiger onderstreept in dat verband dat de centrale Afghaanse regering moet toezien op een evenwichtigere verdeling van de hulpbronnen en de erkenning van alle gemeenschappen die in het land wonen. Het verheugt de spreekster dat de overeenkomst veel verwijzingen naar de Verenigde Naties of de Wereldhandelsorganisatie bevat en in een allesomvattend kader past.

De spreekster wil weten welk deel van het multilaterale werk om Afghanistan te steunen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) op zich zou nemen, gelet op

multilatéral de soutien à l’Afghanistan.

La députée relève, à la suite du Conseil d’État, l’absence d’un « test gender » joint au projet déposé par le Collège réuni et s’interroge, dès lors, sur l’accomplissement de cette formalité dont elle rappelle le caractère obligatoire.

Mme Fatoumata Sidibé se joint aux questions posées par Mme Magali Plovie. Elle invite par ailleurs le Collège réuni à faire systématiquement usage de l’expression « droits humains » plutôt que de la locution « droits de l’homme ».

M. Abdallah Kanfaoui, à son tour, fait siennes les interrogations soulevées par Mme Magali Plovie. Le député, qui précise que son groupe soutiendra le texte, met l’accent sur la nécessité, rappelée par le Conseil d’État dans son avis, de prévoir les procédures requises en vue d’organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein du comité mixte prévu par l’accord de coopération.

Le membre du Collège Guy Vanhengel précise que l’implication de la Cocom est en l’occurrence surtout d’ordre institutionnel : le système fédéral belge impose que toutes les entités concernées portent assentiment aux traités mixtes. Il ajoute que, dans la mesure où le présent accord de coopération vise à améliorer la situation des populations concernées, la Cocom n’a aucune raison d’y faire obstacle.

S’agissant de la part que prendrait la Cocom à la mise en œuvre de l’accord de coopération, l’orateur reconnaît que cette question n’a pas encore été examinée. Il se dit néanmoins disposé à encourager les services du Collège réuni à y réfléchir, afin que de tels traités ne restent pas lettre morte pour les entités qui, institutionnellement, sont tenues d’y porter assentiment.

Quant au « test gender », il s’agit d’une particularité bruxelloise. Il incombe donc aux institutions bruxelloises d’attirer sur ce point l’attention des autres parties à la concertation intrabelge ou, comme en l’espèce, intraeuropéenne. L’orateur s’engage à porter ce message.

Le Collège réuni, enfin, sera attentif à l’usage exclusif de l’expression « droits humains » dans les textes qu’il dépose.

Mme Simone Susskind propose une piste de réflexion pour une implication concrète de la Cocom dans la mise en œuvre de l’accord : il y a une dizaine d’années, le SPF Affaires étrangères, dans le cadre de ses programmes de diplomatie préventive, avait soutenu un projet visant à former au travail parlementaire des élues de l’assemblée législative afghane, notamment en ce qui concerne les questions liées au genre.

Mme Magali Plovie note que, si la Cocom est une entité dont le poids international est modeste, Bruxelles est la capitale de la Belgique comme de l’Europe et accueille une forte migration afghane, ce qui justifie que la Cocom s’implique dans la mise en œuvre de l’accord, et ce, principalement en

haar bevoegdheden.

Naar aanleiding van het advies van de Raad van State, wijst de volksvertegenwoordiger erop dat er geen “gendertest” gevoegd is bij het door het Verenigd College ingediende ontwerp. Ze vraagt of die verplichte formaliteit zal worden vervuld.

Mevrouw Fatoumata Sidibé stelt dezelfde vragen als mevrouw Magali Plovie. Voorts verzoekt ze het Verenigd College om in de Franse teksten systematisch de term “droits humains” te gebruiken in plaats van “droits de l’homme”.

De heer Abdallah Kanfaoui schaart zich op zijn beurt achter de vragen van mevrouw Magali Plovie. De volksvertegenwoordiger, die erop wijst dat zijn fractie de tekst zal goedkeuren, onderstreept, zoals de Raad van State er in zijn advies aan herinnert, dat de vereiste procedures dienen te worden gevuld om de positie en vertegenwoordiging van België in het gemengde comité waarin de samenwerkingsovereenkomst voorziet, te organiseren.

Collegelid Guy Vanhengel preciseert dat de betrokkenheid van de GGC in dit geval vooral van institutionele aard is: in het Belgische federale systeem moeten alle betrokken deelgebieden instemmen met de gemengde verdragen. Hij voegt eraan toe dat, in zoverre deze samenwerkingsovereenkomst ertoe strekt de situatie van de betrokken bevolkingsgroepen te verbeteren, de GGC geen enkele reden heeft om er zich tegen te verzetten.

In verband met het werk dat de GGC op zich zou nemen bij de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst, geeft de spreker toe dat die kwestie nog niet werd besproken. Hij is niettemin bereid de diensten van de GGC te vragen om daarover na te denken, opdat dergelijke verdragen geen dode letter blijven voor de deelgebieden die volgens het institutioneel bestel hun instemming moeten verlenen.

De gendertest is iets typisch voor Brussel. Het staat dus aan de Brusselse instellingen om tijdens het intra-Belgisch of in dit geval het intra-Europees overleg de aandacht van de andere partijen daarop te vestigen. De spreker verbindt zich ertoe die boodschap door te geven.

Tot slot zal het Verenigd College toezen op het exclusieve gebruik van de term “droits humains” in de Franse versie van zijn teksten.

Mevrouw Simone Susskind oppert een mogelijkheid om de GGC concreet te betrekken bij de uitvoering van de overeenkomst: een tiental jaar geleden had de FOD Buitenlandse Zaken in het kader van zijn programma’s inzake preventieve diplomatie een project gesteund dat ertoe strekte de gekozenen van de Afghaanse wetgevende assemblée op te leiden inzake parlementair werk, onder meer wat de genderaangelegenheden betreft.

Mevrouw Magali Plovie wijst erop dat de GGC op internationaal vlak weinig gewicht in de weegschaal legt, maar dat Brussel zowel de hoofdstad van België als van Europa is en veel Afghaanse migranten ontvangt. Dat verantwoordt dat de GGC meewerkt aan de uitvoering van de

matière de santé, étant donné ses compétences.

En ce qui concerne le « test gender », la députée enjoint la Cocom à montrer le bon exemple à ses partenaires en respectant dans tous les cas cette formalité qu'elle s'est imposée.

III. Discussion des articles et votes

Articles 1^{er} et 2

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés à l'unanimité des 25 membres présents.

IV. Vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance

L'ensemble du projet d'ordonnance est adopté à l'unanimité des 25 membres présents.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur,

Michaël VOSSAERT

Les Présidents,

Khadija ZAMOURI
Ahmed EL KTIBI

samenwerkingsovereenkomst en dan vooral inzake gezondheid, gelet op haar bevoegdheden.

Wat de gendertest betreft, spoort de volksvertegenwoordigster de GGC aan het goede voorbeeld te tonen aan haar partners door die formaliteit, die ze zichzelf heeft opgelegd, in alle gevallen te vervullen.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikelen 1 en 2

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 1 en 2 worden aangenomen bij eenparigheid van de 25 aanwezige leden.

IV. Stemming over het ontwerp van ordonnantie in zijn geheel

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 25 aanwezige leden.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Michaël VOSSAERT

De Voorzitters,

Khadija ZAMOURI
Ahmed EL KTIBI